

Unité départementale de la Marne  
Parc Technologique Henri Farman  
10 rue Clément Ader  
51 100 REIMS

REIMS, le

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 19/09/2022

### **Contexte et constats**

Publié sur 

#### **VIVESCIA**

2 rue Clément ADER  
BP 1017  
51100 REIMS

Références : D1 i 2022 - 683  
Code AIOT : 0005701451

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 19/09/2022 dans l'établissement VIVESCIA implanté ZI VITRY-MAROLLES - rue de l'Europe 51300 VITRY LE FRANCOIS. L'inspection a été annoncée le 06/09/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- VIVESCIA
- ZI VITRY-MAROLLES - rue de l'Europe 51300 VITRY LE FRANCOIS
- Code AIOT : 0005701786
- Régime : Néant
- Statut Seveso : Autorisation

Cette inspection fait suite au déclassement des installations de stockage d'engrais présentes sur la commune de Vitry le François, initialement soumises au classement Seveso seuil haut et classées depuis le 12 juillet 2022 à autorisation.

#### **Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- Situation administrative
- Risque incendie
- Stockages

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - les observations éventuelles ;
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

### **2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
6	Moyens de lutte contre l'incendie	AP Complémentaire du 12/07/2022, article 6.3	/	Lettre de suite préfectorale	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Nature des installations	AP Complémentaire du 12/07/2022, article 1.2	/	Sans objet
2	Désenfumage	AP Complémentaire du 12/07/2022, article 6.1.1 bis	/	Sans objet
3	Installations électriques	AP Complémentaire du 12/07/2022, article 6.1.1 ter	/	Sans objet
4	Localisation des risques	AP Complémentaire du 12/07/2022, article 6.2.1	/	Sans objet
5	Détection automatique	AP Complémentaire du 12/07/2022, article 6.2.3	/	Sans objet
7	POI	AP Complémentaire du 12/07/2022, article 6.4	/	Sans objet
8	Stockages vrac	Arrêté Ministériel du 13/04/2010, article 10.7	/	Sans objet
9	Stockage de produits conditionnés	AP Complémentaire du 12/07/2022, article 8.3.2	/	Sans objet

**2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats**

L'inspection a permis de lever les suites des visites d'inspection de 2011 et 2012 relatives au désenfumage et aux RIA. Des écarts réglementaires ont été relevés concernant les dispositifs de lutte contre l'incendie. Ces écarts font l'objet de propositions de suites administratives à monsieur le Préfet de la Marne.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Nature des installations

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 12/07/2022, article 1.2
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Nature des installations
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Tableau de nomenclature
<b>Constats :</b> L'exploitant a fourni un état des stocks conforme aux dispositions de l'arrêté préfectoral complémentaire du 12 juillet 2022. L'établissement est donc bien soumis à simple autorisation à ce jour.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

### N° 2 : Désenfumage

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 12/07/2022, article 6.1.1 bis
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Désenfumage
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> La toiture du bâtiment de stockage d'engrais solides est maintenue en bon état et comporte, dans le tiers supérieur du bâtiment et au-dessus des tas des dispositifs d'évacuation naturelle des fumées (DENFC). La surface utile de l'ensemble des exutoires est exprimée en pourcentage de la surface au sol totale du magasin de stockage et n'est pas inférieure à : 2 pour 100 (2%) de la surface au sol.  Les dispositions applicables aux dispositifs DENFC sont celles définies par l'arrêté ministériel de prescriptions générales applicable à la rubrique 4702.  Les matériaux susceptibles de concentrer la chaleur par effet optique sont interdits.
<b>Constats :</b> Le système de désenfumage est vérifié deux fois par an par la société ESSEMES. Le dernier rapport de vérification du 03 juin 2022 ne fait l'objet d'aucune observation. L'ouverture manuelle des trappes de désenfumage a été testée lors de la visite de terrain. Elles disposent également d'un système d'ouverture automatique asservi à la détection des NOx.
<b>Proposition de l'inspection :</b> La suite de la visite d'inspection de 2011 relative à la mise en place de commandes automatiques sur les exutoires est levée.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

### N° 3 : Installations électriques

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 12/07/2022, article 6.1.1 ter
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Installations électriques
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Les installations électriques doivent être conçues, réalisées et entretenues conformément aux normes en vigueur.  Toute installation électrique autre que celle strictement nécessaire à l'exploitation du stockage est interdite.  Le transformateur de courant électrique présent sur le site est situé dans un local extérieur au bâtiment de stockage des engrais. Ce local est spécialement aménagé à cet effet et ventilé. Les mur et portes sont respectivement REI120 et EI 120.
<b>Constats :</b> Les installations électriques sont vérifiées annuellement par la société APAVE. Les dernières vérifications ne font pas l'objet d'observations : Q18 le 13 janvier 2022, Q19 le 15 septembre 2022 et Code du travail en 2022.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

### N° 4 : Localisation des risques

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 12/07/2022, article 6.2.1
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Localisation des risques
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant identifie les zones de l'établissement susceptibles d'être à l'origine d'incendie ou d'explosion de par la présence de substances ou mélanges dangereux stockés ou utilisés ou d'atmosphères explosibles pouvant survenir soit de façon permanente ou semi-permanente dans le cadre du fonctionnement normal des installations, soit de manière épisodique avec une faible fréquence et de courte durée. Ces zones sont matérialisées par des moyens appropriés et reportées sur un plan systématiquement tenu à jour. La nature exacte du risque (atmosphère potentiellement explosible, etc.) et les consignes à observer sont indiquées à l'entrée de ces zones et, en tant que de besoin, rappelées à l'intérieur de celles-ci. Ces consignes doivent être incluses dans les plans de secours s'ils existent.
<b>Constats :</b> Le plan identifiant les zones de l'établissement susceptibles d'être à l'origine d'un incendie a été mis à jour en 2019. Les récents changements ayant eu lieu en 2021 n'impliquent pas la mise à jour de ce plan.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 5 : Détection automatique

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 12/07/2022, article 6.2.3
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Détection automatique
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b>  Le magasin de stockage est équipé d'une détection NOx. Le report de l'alarme au bureau d'exploitation et en télésurveillance assurent la détection précoce du phénomène dangereux préjudiciable de décomposition des engrais en case de stockage.</p> <p>Les dispositions applicables à la détection automatique sont celles définies par l'arrêté ministériel de prescriptions générales applicable à la rubrique 4702.</p> <p><b>Constats :</b> Le système de détection des NOx est vérifié 1 fois par trimestre par la société Dräger. Le dernier rapport de vérification du 05 mai 2022 ne présente aucune observation.  Le report d'alarme se fait à l'aide d'un système d'alerte sonore et visuel au sein du bâtiment de stockage. Sur les heures d'exploitation, le personnel est informé par une alerte sur le téléphone. En dehors des heures ouvrées une société extérieure de télésurveillance permet le relai de l'information.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 6 : Moyens de lutte contre l'incendie

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 12/07/2022, article 6.3
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Moyens de lutte contre l'incendie
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b>  L'exploitant doit disposer de ses propres moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques à défendre, et au minimum les moyens définis par l'arrêté ministériel relatif à la rubrique 4702, complétés et précisés comme ci-après :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- des extincteurs adaptés aux risques et maintenus en état de fonctionnement, répartis à l'intérieur des locaux et à proximité des dégagements, bien visibles et toujours facilement accessibles,</li> <li>- au moins quatre robinets d'incendie armés, répartis dans le magasin de stockage et situés à proximité des issues, disposés de telle sorte qu'un foyer puisse être attaqué simultanément par deux lances en directions opposées, et au moins un robinet d'incendie armé situé dans l'atelier/garage des engins de manutention,</li> <li>- au moins quatre lances auto-propulsives permettant d'introduire de l'eau à l'intérieur des tas d'engrais,</li> <li>- cinq bouches d'incendie situées autour du magasin de stockage alimentées par le réseau public, d'un débit estimé à 60 m³/h sous une pression dynamique de 1 bar,</li> <li>- deux pompes permettant d'assurer 120 m³/h permettant le remontage des eaux d'incendie vers le bassin de rétention du site,</li> <li>- d'un dispositif d'alerte (alarme sonore, télésurveillance par exemple) déclenché par le système de détection défini à l'article 6.2.3 du présent arrêté. Ce dispositif doit permettre une action 24 h sur 24 et 7 jours sur 7.</li> </ul> <p>L'exploitant dispose d'un accord formalisé avec le propriétaire de l'étang voisin (étang Malteurop) lui permettant en cas de sinistre un accès à la plate-forme pompiers installée sur cet étang. Il s'assure que la ressource en eau constituée par cet étang est toujours disponible et que la plate-forme est</p>

maintenue  
en bon état de façon à pouvoir être utilisée à tout moment.

Le réseau d'eau pour alimenter les poteaux d'incendie fournit le débit nécessaire pour alimenter deux poteaux en simultané, à raison du débit minimum de 120 m<sup>3</sup>/h pendant au moins deux heures.

L'exploitant s'assure que l'accès au canal bordant le site est possible à tout moment depuis l'établissement.

**Constats :** Les extincteurs et les RIA sont vérifiés annuellement par la société CASI. La dernière vérification du 31 août 2022 ne fait l'objet d'aucune observation. Le matériel défectueux est directement remplacé.

Les RIA disposent d'une vanne permettant leur mise hors gel.

La société VIVESCIA dispose d'un accord avec la société Malteurop en date du 30 janvier 2012 permettant, en cas de sinistre, un accès à la plate-forme pompiers installée sur leur étang. L'exploitant s'est rapproché de la société Malteurop, début septembre, afin de vérifier que les consignes d'accès restent d'actualité.

Les pompes permettant le remontage des eaux d'incendie vers le bassin de rétention du site font l'objet d'une vérification en interne, à une fréquence au moins annuelle. Cependant lors de la visite, cette vérification n'était pas consignée dans un registre. Par courriel du 20 septembre 2022, l'exploitant a transmis le "registre de contrôle effectué par le personnel du site" auquel a été ajouté une colonne de consignation relative à la vérification annuelle des pompes releveuses.

Les 4 lances auto-propulsives ne font pas l'objet d'une vérification périodique.

Les 5 poteaux incendie font l'objet d'une vérification annuelle par la société SAPIAN. Dans les dernières vérifications du 22 juin 2021 et du 14 septembre 2022, le fonctionnement en simultané de deux poteaux ne permet pas d'assurer un débit de 120 m<sup>3</sup>/h pendant 2 heures.

**Proposition de l'inspection :**

La suite de la visite d'inspection de 2012 relative à la mise hors gel des RIA est levée.

L'inspection propose à monsieur le Préfet de la Marne de rappeler à l'exploitant ses obligations réglementaires à l'aide d'une lettre de suite préfectorale. L'exploitant doit, **sous un délai de 3 mois :**

- s'assurer du bon fonctionnement des lances auto-propulsives. Pour rappel l'article 11.2.2 de l'AM du 13/04/2010 dispose que "Tous les matériels concourant à la lutte contre un sinistre sont maintenus en bon état et vérifiés au moins une fois par an."
- s'assurer que le site dispose d'un débit d'eau suffisant. Pour cela, il transmettra un état de conformité par rapport à l'article 11.2.1 de l'AM du 13/04/2010 et indiquera les dispositions prises pour se conformer à l'article 6.3 de son arrêté préfectoral. Il pourra se rapprocher des services du SDIS pour valider le respect de ces prescriptions.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Lettre de suite préfectorale

**Proposition de délais :** 3 mois

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 12/07/2022, article 6.4
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, POI
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b>  L'exploitant doit mettre à jour un Plan d'Opération Interne (P.O.I) sur la base des risques et moyens d'intervention nécessaires analysés pour un certain nombre de scénarios dans l'étude de dangers.</p> <p>Le P.O.I définit les mesures d'organisation, notamment la mise en place d'un poste de commandement et les moyens afférents, les méthodes d'intervention et les moyens nécessaires à mettre en œuvre en cas d'accident en vue de protéger le personnel, les populations et l'environnement.</p> <p>Il est homogène avec la nature et les enveloppes des différents phénomènes de dangers envisagés dans l'étude de dangers ; il doit de plus planifier l'arrivée de tout renfort extérieur nécessaire.</p> <p>Un exemplaire du P.O.I doit être disponible en permanence sur l'emplacement prévu pour y installer le poste de commandement.</p> <p>Le P.O.I. est remis à jour tous les 3 ans, ainsi qu'à chaque modification notable et en particulier avant la mise en service de toute nouvelle installation ayant modifié les risques existants.</p> <p>Des exercices réguliers sont réalisés pour tester le P.O.I.. Ces exercices doivent avoir lieu régulièrement et en tout état de cause au moins une fois tous les trois ans, et après chaque changement important des installations ou de l'organisation.</p>
<p><b>Constats :</b> La dernière mise à jour du POI date de janvier 2021.</p> <p>L'exploitant a indiqué que ce document sera mis à jour d'ici la fin de l'année et transmis à l'inspection des installations classées.</p> <p>Des exercices permettant de tester le POI ont lieu tous les 3 ans, les derniers exercices datent du 28 novembre 2017 et du 13 octobre 2020. Le prochain exercice aura lieu en 2023.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet



## N° 8 : Stockages vrac

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 13/04/2010, article 10.7
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Stockages vrac
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Un affichage adéquat est mis en place au niveau des stockages afin de connaître à tout moment la nature de l'ensemble des produits qui sont stockés que ce soient des engrais ou non.  Cet affichage indique notamment la rubrique de la nomenclature des installations classées et la catégorie à laquelle appartient l'engrais.  L'emplacement des cases de stockage est repérable de l'extérieur du magasin de stockage ou du stockage couvert, chaque mur (ou paroi) de séparation des tas ou îlots est figuré par un repère clairement identifié, visible sur la paroi extérieure.  Toutes les dispositions sont prises afin que les engrais ne soient pas soumis aux intempéries (pluie, neige par exemple).  Les conditions de stockage permettent une protection efficace contre tout risque possible de contamination et de dégradation des caractéristiques physiques.  Une case ne peut recevoir qu'un seul type d'engrais à la fois, sauf si une distance de séparation minimale de 5 mètres est respectée.  Les stockages sont effectués de sorte qu'il n'y ait aucune possibilité de mélange accidentel des engrais entre deux cases voisines notamment.  Les engrais en vrac ne sont pas stockés à l'air libre.
<b>Constats :</b> Les conditions de stockage des engrais respectent les dispositions de l'article 10.7 de l'arrêté ministériel du 13 avril 2010, cependant, lors de l'inspection l'affichage des produits stockés n'indiquait pas toujours la rubrique ICPE et la catégorie de l'engrais. Par courriel du 20 septembre 2022, l'exploitant a transmis le nouvel affichage des stockages d'engrais, incluant la rubrique ICPE et la catégorie de l'engrais.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 9 : Stockage de produits conditionnés

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 12/07/2022, article 8.3.2
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Stockage de produits conditionnés
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Les engrais conditionnés peuvent être stockés dans le magasin de stockage d'engrais solides sous réserve des prescriptions suivantes : <ul style="list-style-type: none"><li>• le stockage est réalisé dans une case ne contenant pas d'engrais en vrac, sauf en cas de séparation par un espace libre d'au moins 10 mètres ou par une cloison coupe-feu,</li><li>• la quantité maximale stockée est de 800 tonnes,</li><li>• le sol des cases est parfaitement nettoyé avant entreposage des engrais ;</li><li>• les engrais sont stockés en big-bag ou en sacs palettisés, répartis en îlots de 250 tonnes chacun maximum,</li><li>• ces îlots sont séparés par un espace libre d'au moins 1,5 mètres pour les palettes et de 0,80 mètre pour les big-bags, et des passages d'au moins 0,80 mètre sont ménagés le long des murs et des cloisons de séparation des cases ; ils peuvent éventuellement s'appuyer sur un mur porteur, sous réserve que les trois autres côtés de l'îlot restent accessibles et que le mur porteur soit incombustible et non en contact avec d'autres engrais ou une source de chaleur ;</li><li>• les big-bag sont gerbés en pyramide au maximum sur 3 niveaux et les palettes de produits en sacs ne peuvent être gerbées sur plus de 2 niveaux, sous réserve que la hauteur totale du stockage ne dépasse pas celle de la paroi de séparation de la case ;</li><li>• aucune matière combustible ou substance susceptible d'aggraver un sinistre n'est stockée dans la case de produits conditionnés. Seuls sont tolérés l'emballage des produits et le bois des palettes retenant les sacs ;</li><li>• les produits respectent les prescriptions réglementaires d'étiquetage et d'emballage en vigueur, notamment celles du transport de matières dangereuses.</li></ul> <p>Le stockage d'engrais conditionnés est interdit à l'extérieur du bâtiment.</p>
<b>Constats :</b> Les conditions de stockage des engrais respectent les dispositions de l'article 8.3.2 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 12 juillet 2022.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet